



# les CRS de la zone Nord au bord de la crise de nerfs



LA VOIX DU NORD .fr

07/04/2015

Depuis l'attentat à Charlie Hebdo le 7 janvier, le niveau maximal du Plan Vigipirate est actif. Conséquence, les CRS de toute la France sont réquisitionnés. La fatigue s'accumule, au point que certains se font porter pâles.

« Sur les 60 unités de compagnies républicaines de sécurité (CRS) en France, environ 45 travaillent », lance Guillaume Jeansou, délégué régional du pôle CRS de l'UNSA-Police. Et si, il y a cinq ans, une compagnie comptait 150 fonctionnaires, après la révision générale des politiques publiques, il n'y en a plus que 130.

Donc quand une unité de CRS, appelables à toute heure du jour et de la nuit en dehors de leurs congés annuels, est réquisitionnée, pas le choix, chacun doit partir. Enfant malade, fatigue passagère ou pas, « ou même rendez-vous chez le médecin pris depuis des mois ». « Il n'y a plus de place pour le social. »

Les CRS accumulent, depuis début janvier, les jours travaillés sans repos. La CRS 11, avenue de l'Hippodrome à Lambersart, comptabilise 47 jours de déplacement au premier trimestre, soit dix de plus que l'an dernier à la même période. Pour la CRS 16, celle de Saint-Omer, c'est 63, soit quinze de plus qu'en 2014. Les trois autres compagnies de la zone Nord, la 12, Lambersartoise elle aussi, la 15 à Béthune et la 21 à Saint-Quentin, sont à la même enseigne.

## « On atteint un point de non-retour, dans la fatigue »

Ce dont les CRS se plaignent n'est pas de devoir être disponibles tout le temps : « On sait pertinemment qu'on doit se déplacer, c'est notre cœur de métier. Il y a d'ailleurs de très nombreux divorcés chez nous. » La grogne de ces fonctionnaires à la discipline militaire est due à l'absence de variable d'ajustement.

« Là, on atteint un point de non-retour, dans la fatigue. On ne pourra pas tenir ce niveau-là d'alerte attentat des mois et des mois. » Le Plan Vigipirate, niveau alerte attentat, devrait être maintenu au moins jusqu'à l'été.



Les CRS, qui doivent « tenir » des points stratégiques, comme stationner devant des lieux de culte ou des établissements scolaires ou dans des gares, ont peur de ne pas pouvoir être partout où on leur demande, à savoir surtout en région parisienne. Seule marge de manœuvre pour des fonctionnaires qui n'ont pas le droit de grève, ils prennent des arrêts-maladie. Et là, ce peut être le drame, comme à la CRS 26 à Toulouse, où 30 des fonctionnaires s'étaient faits porter pâles au moment de partir en mission.

## « On est disciplinés, mais là, trop c'est trop »

Par ailleurs, l'UNSA demande une revalorisation de l'indemnité journalière d'absence temporaire (IJAT), ce qu'ils touchent « en bonus » quand ils sont à l'extérieur. L'IJAT est de 30 € par jour, et ce depuis 2002. Une délégation a été reçue le 30 mars au ministère de l'Intérieur, une autre à l'Assemblée nationale le 2 avril. Une concertation doit se tenir entre partenaires sociaux et ministère avant mi-avril. Et si elle n'aboutit pas ? « Nous prévoyons d'autres actions. On est disciplinés, mais là, trop c'est trop. » Aujourd'hui, la CRS 39 « tire la sonnette d'alarme » avant qu'un jour, « l'irréparable ne survienne » alors que demain, une nouvelle mission est déjà au programme sur Paris. A.T.